

**ROUTES DÉPARTEMENTALES N° 39,57,354****COMMUNES DE SAINT-MARTIN SOUS VIGOUROUX, BREZONS ET MALBO****ARRÊTÉ DE VOIRIE PORTANT PERMISSION DE VOIRIE**
Déploiement d'un réseau de télécommunication Très Haut Débit

Le Président du Conseil départemental du CANTAL,

VU la demande de l'entreprise « NGE », pour le compte de la Régie Auvergne Numérique, sollicitant l'autorisation d'installer un réseau de fibre optique sur le Domaine Public routier du Département du Cantal.

VU la loi modifiée n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et liberté des Communes, des Départements et des Régions,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code des Postes et Communications Electroniques,

VU le Règlement de Voirie Départementale adopté par la délibération du 18 septembre 2015,

VU l'arrêté n° 25-1994 du 1^{er} juillet 2025 portant délégation de Monsieur le Président du Conseil Départemental du Cantal aux Directeurs et Chefs de Services départementaux,

VU les visites de terrain et les propositions d'Implantations ci-jointes,

ARRETE**ARTICLE 1 : AUTORISATION**

La Régie Auvergne Numérique est autorisée à réaliser sur le domaine public routier l'installation d'un réseau de fibre optique des sections des RD 39, 57 et 354 suivant les prescriptions suivantes :

-RD 39 du PR 58+320 au PR 58+780 (Lescure), installation de supports à gauche (sens croissant des PR) au-delà du fossé dans le talus.

-RD 39 du PR 57+334 au PR 57+440 (La Vergnette), installation de supports à droite (sens croissant des PR) de part et d'autre du pont de la Vergnette.

-RD 39 du PR 55+1036 au PR 56+300 (Brezons/La Vergnette), installation de supports à droite (sens croissant des PR).

-RD 39 du PR 56+300 au PR 57+334 (Brezons/La Vergnette), installation de supports à gauche (sens croissant des PR).

-RD 39 du PR 55+935 au PR 54+230 (Brezons / Farreyre), installation de supports à droite (sens croissant des PR)

-RD 57 du PR 26+360 au PR 26+450 (Le Pessin), installation de supports à gauche (sens croissant des PR)

-RD 57 du PR 27+390 au PR 27+520 (traversée du Bourg de Brezons), tranchée étroite sous chaussée côté droit (sens croissant des PR) en rive de chaussée en bordure des pavés.

-RD 354 au PR 3+740 (Lebrejal), installation d'un support à gauche (sens croissant des PR)

-RD 354 du PR 3+550 au PR 3+740 (Lebrejal), tranchée étroite sous accotement en rive de chaussée.

-Carrefour RD 57 / RD 54, tranchée traditionnelle en traversée sous chaussée en rive de chaussée, (RD 57 PR 20+683).

-RD 57 du PR 21+670 au PR 21+740, installation de 2 supports à droite (sens croissant des PR) à 2 mètres minimum du bord de chaussée.

Et selon l'implantation faite sur le terrain

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

Les travaux sont autorisés conformément aux prescriptions du Règlement de Voirie Départementale en vigueur et aux dispositions prévues par la proposition d'implantation jointe à la présente autorisation.

Supports :

Routes de catégories 1 : supports à 4 mètres minimum du bord de chaussée

Autres catégories de routes : supports à 2 mètres minimum du bord de chaussée

Chambres de raccordement :

Les chambres de raccordement et branchement sont positionnées en totalité hors chaussée. Elles seront munies d'un dispositif de recouvrement capable de résister au passage de véhicules lourds.

Le niveau supérieur des chambres de tirage implantées sous accotement devra être réglé 1 cm en-dessous du niveau de la chaussée en suivant les profils en long et en travers de la plate-forme.

Les prescriptions suivantes doivent également être respectées :

Les ouvrages établis dans l'emprise du domaine public routier départemental (murs, avaloirs, aqueducs, ponceaux, drains, saignées...) sont préalablement repérés. A proximité immédiate de ces ouvrages, les travaux de terrassement sont effectués avec soin, au besoin manuellement pour éviter toute détérioration. En cas de dommages ou troubles de toute nature survenant sur ces ouvrages existants, l'entreprise en charge des travaux, ou en de carence de ce dernier, le bénéficiaire de la présente autorisation doit, à sa charge, procéder aux réparations. En cas d'impossibilité technique de réparation de l'ouvrage détérioré, la réalisation d'un ouvrage neuf est imposée.

Tranchée traditionnelle de raccordement du support à la chambre :

La distance entre la génératrice supérieure de la canalisation, du câble ou de sa gaine de protection, et le niveau de la chaussée ou de l'accotement sera au minimum égal à 0,60 mètres. Cette hauteur minimale ne fait pas obstacle à des dispositions techniques imposées par des recommandations ou textes réglementaires applicables aux maîtres d'ouvrages en fonction de la nature de leurs réseaux.

Un dispositif avertisseur sera posé au-dessus du réseau conformément aux dispositions techniques imposées aux maîtres d'ouvrages en fonction de la nature de leurs réseaux.

ARTICLE 3 : DURÉE DE VALIDITÉ DE L'AUTORISATION

Les travaux autorisés par la permission de voirie doivent être entrepris ou prorogés dans un délai maximal d'un an à compter de la date de la présente autorisation. Au-delà de ce délai, l'autorisation est caduque et doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

ARTICLE 4 : ETAT DES LIEUX

Préalablement au commencement des travaux, un constat contradictoire de l'état des lieux peut être effectué à la demande du bénéficiaire de l'autorisation, de l'entreprise en charge des travaux ou du Département.

En l'absence de constat contradictoire, la chaussée et ses dépendances sont réputées être en bon état.

ARTICLE 5 : RECEPTION, DELAI DE GARANTIE

Les travaux font l'objet d'une réception demandée par le bénéficiaire de l'autorisation ou l'entreprise en charge des travaux.

Les travaux ne sont réceptionnés que si les conditions suivantes sont remplies :

- respect des prescriptions de la présente autorisation,
- chantier terminé propre (absence de résidu sur chaussée et matériaux divers sur les dépendances),
- absence de détérioration des éléments constitutifs du domaine public (chaussée, ouvrages, accotements, talus, fossés et équipements de la route),
- absence de dégradations sur la couche de surface de la chaussée.
- absence de déformation sur les tranchées sous chaussée et en rive de chaussée en tout point supérieure à un centimètre mesuré par rapport au niveau de la partie de chaussée non modifiée.
- absence de déformation sur les tranchées sous accotement en tout point supérieure à cinq centimètres mesurée par rapport au niveau de la partie de l'accotement non modifiée.

Le délai de garantie est d'un an à compter de la date de réception des travaux ou de deux ans à compter de la date de la fin des travaux en l'absence de demande de réception.

Pendant ce délai de garantie, le bénéficiaire de la présente autorisation doit remédier à tous les désordres signalés par le gestionnaire de la voie.

ARTICLE 6 : RÉCOLEMENT DES OUVRAGES

Dans le délai de trois mois suivant la fin des travaux, le pétitionnaire ou l'entreprise remet au représentant du Département les plans de récolement sur support papier et support numérique géoréférencé. En l'absence de demande de réception, le délai de trois mois court à compter de la date de fin de travaux indiquée dans l'arrêté de circulation.

ARTICLE 7 : SIGNALISATION DU CHANTIER

Toute intervention sur le domaine public départemental doit être autorisée par un arrêté de circulation.

L'entreprise en charge des travaux mandatée par le bénéficiaire de la présente autorisation a en charge la signalisation réglementaire du chantier, de jour et de nuit. Elle est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de la réalisation des travaux.

ARTICLE 8 : RESPONSABILITÉ

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et règlements en vigueur. Elle est délivrée à titre personnel et ne pourra être cédée.

Le bénéficiaire de la présente autorisation est responsable, tant vis à vis de l'administration que vis à vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de travaux réalisés. Il doit avoir recueilli tous les avis, autorisations et accords nécessaires.

En cas de dommages ou troubles de toute nature survenant sur des réseaux existants qui résulteraient soit des travaux, soit de leurs conséquences, le bénéficiaire de l'autorisation et son l'entreprise supportent les conséquences, tant vis à vis des administrations et services concernés que des tiers.

ARTICLE 9 : ENTRETIEN DES OUVRAGES

Les ouvrages établis dans l'emprise du domaine public routier départemental et qui intéressent la viabilité doivent être maintenus en bon état d'entretien et rester conforme aux conditions de l'autorisation, le non-respect de cette obligation entraîne la révocation de ladite permission de voirie.

ARTICLE 10 : REDEVANCE D'OCCUPATION

La Régie Auvergne Numérique est redevable auprès du Département du Cantal de la redevance d'occupation annuelle prévue par les articles L47 et R 20-52 du code des Postes et Communications Electroniques.

La redevance est calculée sur la base des valeurs maximales indiquées à l'article R20-52 et adoptées par la commission permanente du Conseil départemental du Cantal lors de sa cession du 28 novembre 2008.

Ces valeurs sont actualisées suivant la réglementation en vigueur.

La longueur prise en compte est de 511,62 mètres en souterrain et de 1779 mètres en aérien.

ARTICLE 11 : DÉLAI DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible d'un recours devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Il peut également faire l'objet, dans le même délai, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental du Cantal.

Le tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 12 : AMPLIATION

L'exécution du présent arrêté sera publié sous forme électronique sur le site internet du Département du Cantal

Copie du présent arrêté est transmis à :

Date de publication : 01/10/2025

- M. le Directeur des Mobilités
- Mairies de Saint-Martin sous Vigouroux, Brezons et Malbo
- M. le Président de la Régie Auvergne Numérique
- M. le Directeur de l'entreprise NGE

Chargés chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Aurillac le 01 OCT. 2025

Pour le Président du Conseil départemental du Cantal et par délégation
L'Adjoint du Directeur des Mobilités



Didier ROUX



DEMANDE

PERMISSION DE VOIRIE

ACCORD DE VOIRIE

↳ x avec travaux

DEMANDEUR

Nom, prénom ou raison sociale : **NGE INFRANET** (Chargée des travaux)

Adresse : 8 Avenue Georges BESSE

@ : pgc-pmv@ngeinfranet.fr

Code postal : 63100

Commune : **CLERMONT-FERRAND**

☎ : 06.34.02.50.62

Demande pour le compte de **REGIE AUVERGNE NUMERIQUE**

Adresse : 59 Boulevard Léon JOUHAUX – CS90706

@ : contact@auvergne-numérique.com

Code postal : 63050

Commune : **CLERMONT-FERRAND**

☎ :

LOCALISATION – DUREE DE L'OCCUPATION OU DES TRAVAUX

Commune(s) : **SAINT MARTIN SOUS VIGOUROUX // MALBO**

Voie concernée :

- ✓ Route départementale n°354 PR Début : 3+540 PR Fin : 3+730
- ✓ Route départementale n°57 PR Début : 21+650 PR Fin : 21+750
- ✓ Route départementale n°57 PR Début : 20+680 PR Fin : 20+700
- ✓ Route départementale n°54 PR Début : 24+530 PR Fin : 24+540

Communale

✓ En agglomération

✓ Hors agglomération

Numéro de Déclaration de travaux (éventuel) : 2025070801991D63 // 2025070802122DAB // 2025070802964D69 // 2025070802791DD8

Date prévue de début des travaux : 20/10/2025

Durée des travaux (en jours) :365..... JOURS.....

Durée de l'occupation :

DESCRIPTION DES TRAVAUX :

x PROJET 100 % FIBRE AUVERGNE

.....

.....

Nom de la liaison : DTR_15P04_00106

Tronçons : 1-3-4-7

AUTRES

PIECES A JOINDRE

- Plan Génie Civil (PGC) exe
- Procès-Verbal d'implantation (PVi)
- Autres :

DATE : 17/09/2025

SIGNATURE MAITRE D'OEUVRE :

Société NGE INFRANET



AVIS DU MAIRE (si voies
communales et ou agglo)

Favorable (réserves éventuelles ci-dessous)

Défavorable (motivation ci-dessous)

.....

.....

.....

Date :

Signature :



INFRASTRUCTURE LINEAIRE							
RD/TRONÇON	3 PVC 42/45	2 PVC 42/45	2 PVC 65/60	2 PVC 56/60	Pose de poteau	Linéaire aérien	Total
RD57 tronçon 4		7.1	10.76				17.86
RD354 tronçon 1	181.68	117.02		98.94	2	19.91	417.59
RD57 tronçon 3					2	76.17	76.17
Total général	181.68	124.03	10.76	98.94	4	96.08	511.62

	PROCES VERBAL D'IMPLANTATION D'OUVRAGE (PVI)	
	15201/P04/PMZ/00007 - Troncon1-Aer, Troncon3-Aer, Troncon4-Sout, Troncon7-Aer	
	Département Cantal (15)	
ID Formulaire : 241868382	Analyse Génie Civil Aérien	09/09/2025

Ce document a été établi en présence de :

Michel Meiffren	NGE INFRANET	Représentant NGE	mmeiffren@ngeinfranet.fr	
TOURNIER Jean Claude	AGENCE-ST-FLOUR	Représentant voirie départementale	asaintflour@cantal.fr	04 71 60 69 86

Tronçon GC	Nom de la voie	Photos	Commentaires
Troncon4-Sout		Troncon1-Aer, Troncon3-Aer, Troncon4-Sout, Troncon7-Aer photo GC.jpg	Type GC : Tranchée traditionnelle sous chaussée Présence amiante : Non Présence HAP : Non

Nom Infra	Tronçon	Nature des travaux	Commentaires	
	Géolocalisation	Photo 1	Photo 2	Photo 3
	Troncon1-Aer	Réalisation d'une ligne aérienne de télécommunication		
	0°0'0"S 0°0'0"W	Photo Generale.jpg		
	Troncon3-Aer	Réalisation d'une ligne aérienne de télécommunication		
	0°0'0"S 0°0'0"W	Photo Generale.jpg		

Observations et Commentaires des Gestionnaires :

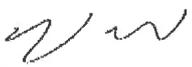
RD354 village de Lebrejal :

1 support G PR 3+740

TE sous accotement en rive chaussée PR 3+550 au PR 3+740

Carrefour Rd57 RD54 : tranchée tradi en traversée chaussée RD57 PR 20+683

2 supports RD57 du PR 21+670 au PR 21+740 côté D 2 mètres mini bord chaussée, voir si implantation dans parcelle commune St Martin

<u>Le représentant NGE Infranet</u>	<u>Le représentant du gestionnaire de domaine public départemental</u>
	

MAÎTRE D'OUVRAGE



ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE

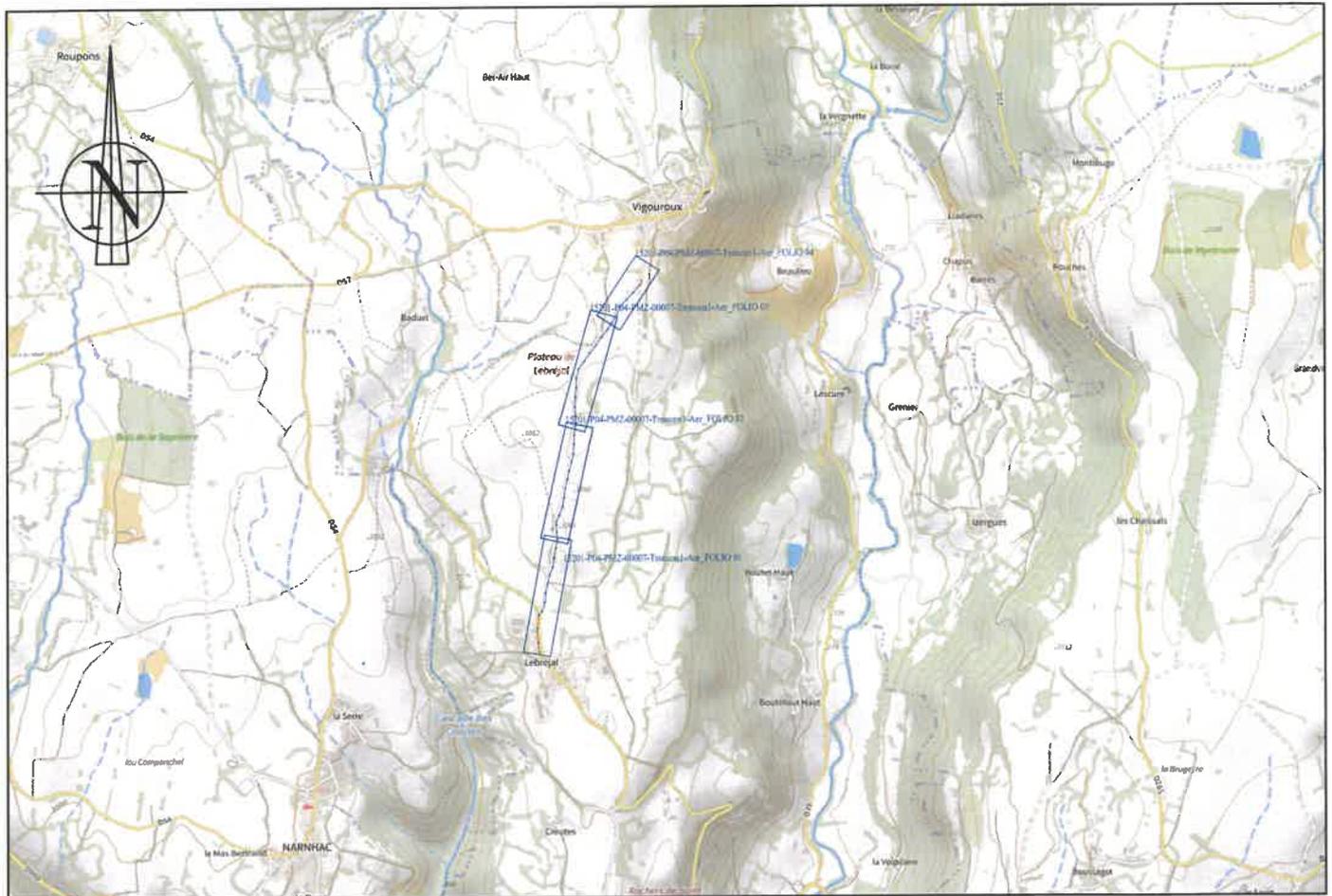
Groupement ANT CONSEIL
et R&C

CONCEPTION-REALISATION



8 rue Georges Besse
63100 CLERMONT-FERRAND

Réseau Très Haut Débit Régie Auvergne Numérique
Département du Cantal/ Commune de Saint-Martin-sous-Vigouroux
Liaison : 157/15201 - 50/15201
15201-P04-PMZ-00007-Troncon1-Aer



0	<i>Création du plan</i>	16/09/2025	NGE INFRANET	NGE INFRANET
Indice	<i>Modifications</i>	Date	Réalisé	Vérifié
Projection :	Lambert 93	Echelle	Phase	Folio
Nom fichier :	15201-P04-PMZ-00007-Troncon1-Aer.dwg	1/25000	EXE	ENCARTAGE

MAITRE D'OUVRAGE

ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE

CONCEPTION-REALISATION



Groupement ANT CONSEIL
et R&C

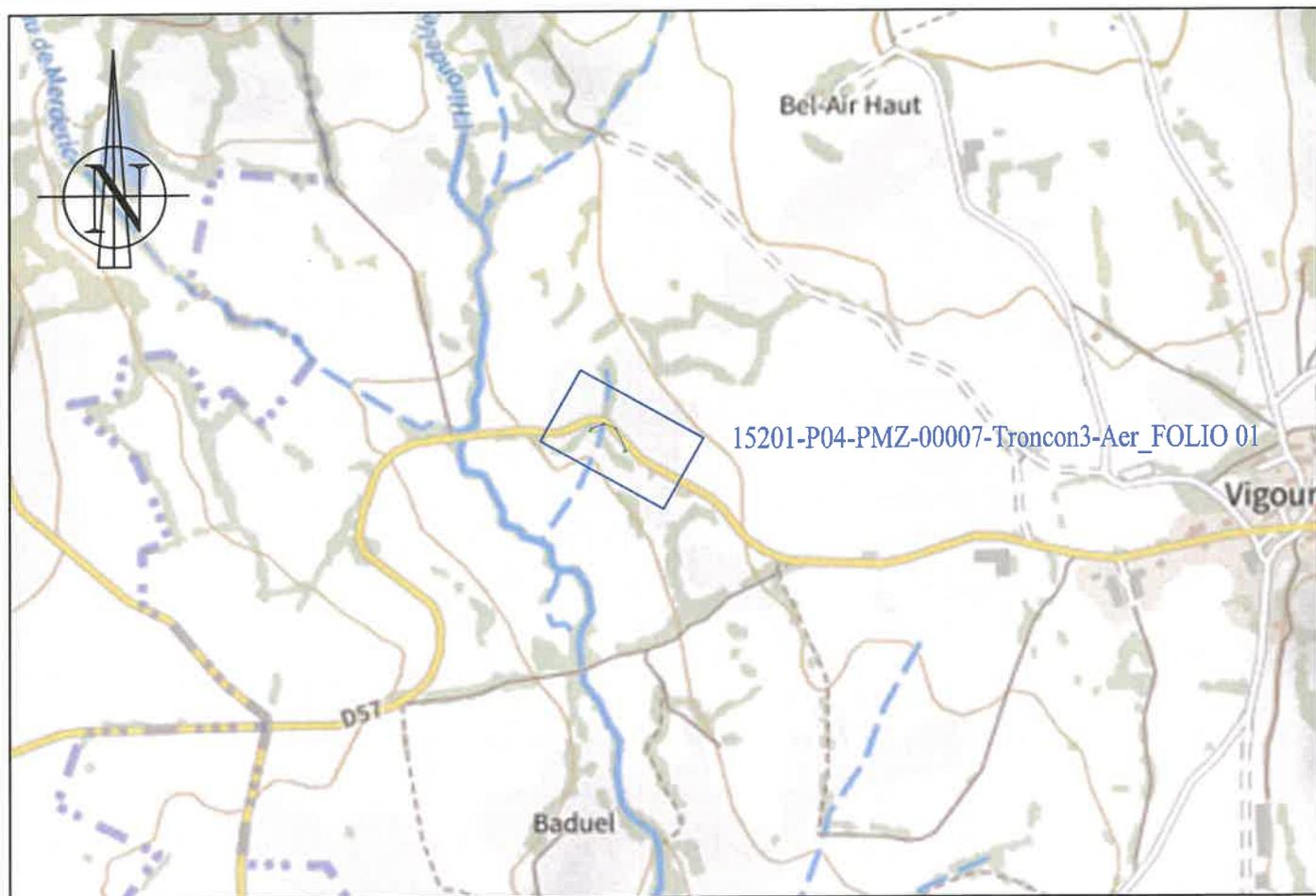


8 rue Georges Besse
63100 CLERMONT-FERRAND

*Réseau Très Haut Débit Régie Auvergne Numérique
Département du Cantal/ Commune de Saint-Martin-sous-Vigouroux*

Liaison : 1406687/15201 - 1406689/15201

15201-P04-PMZ-00007-Troncon3-Aer



Indice	Modifications	Date	Réalisé	Vérifié
0	Création du plan	16/09/2025	NGE INFRANET	NGE INFRANET
<i>Projection :</i>		<i>Echelle</i>	<i>Phase</i>	<i>Folio</i>
<i>Nom fichier :</i>		<i>1/25000</i>	<i>EXE</i>	<i>ENCARTAGE</i>

MAITRE D'OUVRAGE

ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE

CONCEPTION-REALISATION



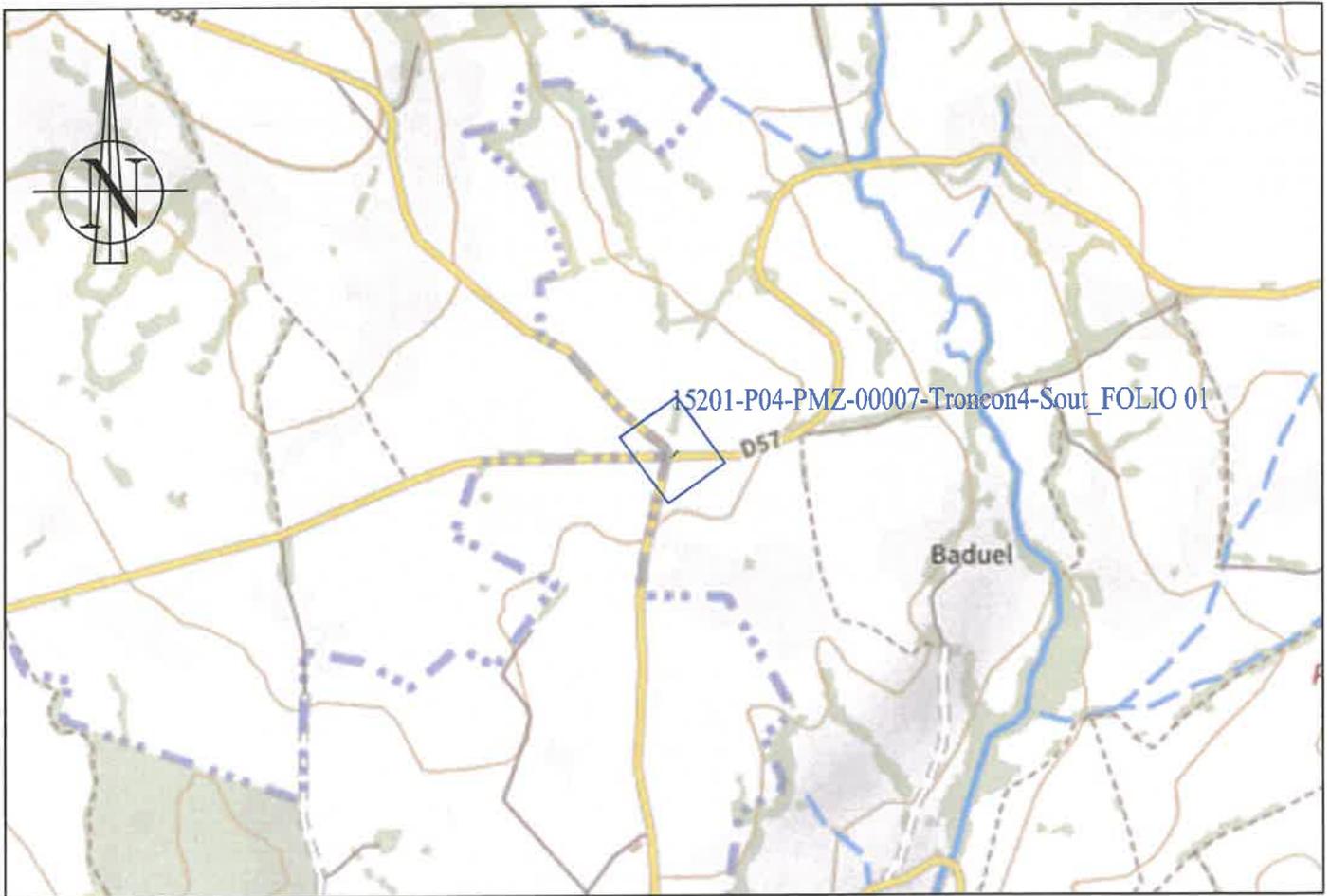
Auvergne numérique

Groupement ANT CONSEIL
et R&C



8 rue Georges Besse
63100 CLERMONT-FERRAND

Réseau Très Haut Débit Régie Auvergne Numérique
Département du Cantal/ Commune de Saint-Martin-sous-Vigouroux
Liaison : 1605520/15201 - 1/15201
15201-P04-PMZ-00007-Troncon4-Sout



Indice	Modifications	Date	Réalisé	Vérifié
0	Création du plan	16/09/2025	NGE INFRANET	NGE INFRANET
Projection :		Echelle	Phase	Folio
Nom fichier :		1 / 25000	EXE	ENCARTAGE

MAITRE D'OUVRAGE

ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE

CONCEPTION-REALISATION



Groupement ANT CONSEIL
et R&C

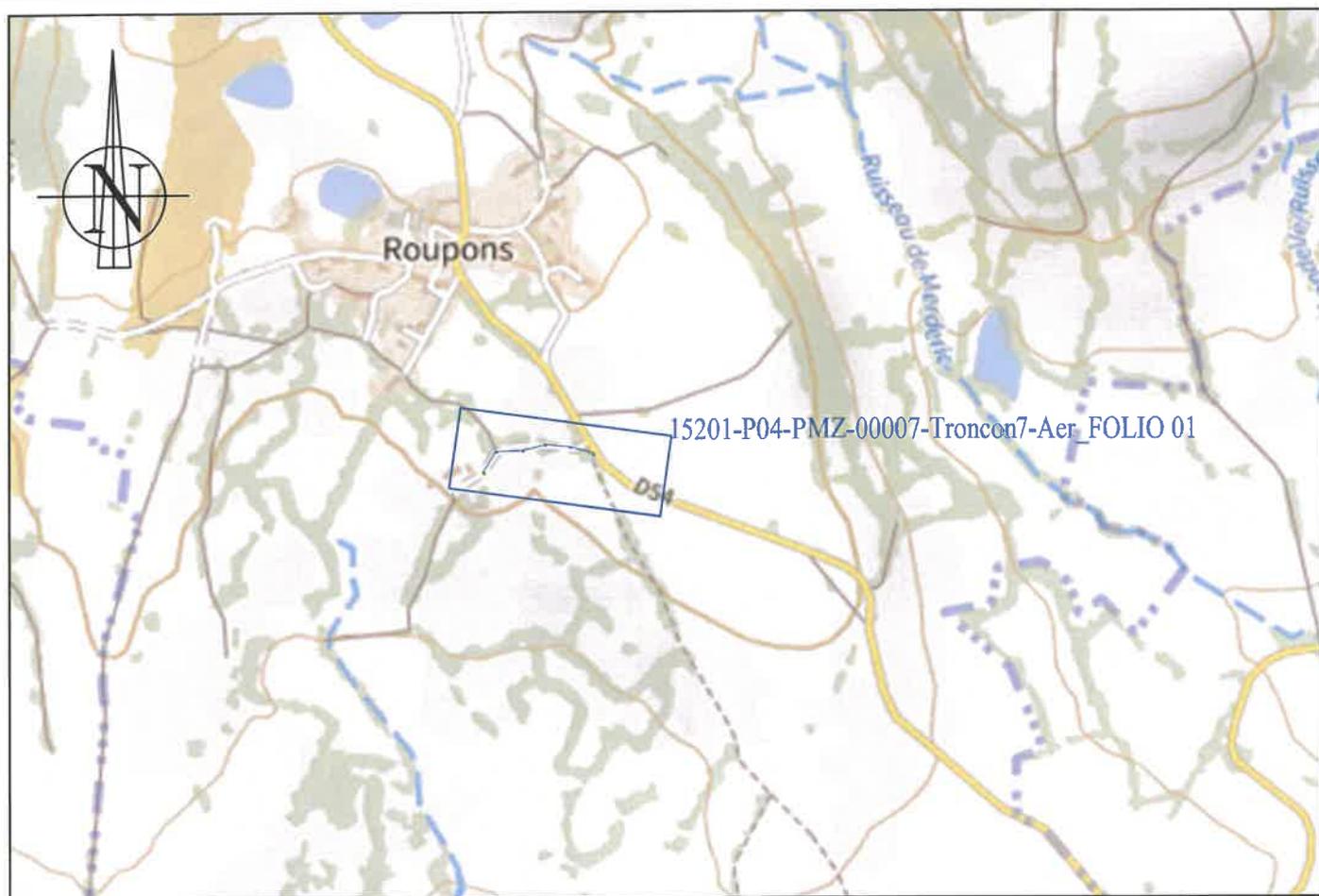


8 rue Georges Besse
63100 CLERMONT-FERRAND

*Réseau Très Haut Débit Régie Auvergne Numérique
Département du Cantal/ Commune de Malbo*

Liaison : 1406605/15112 - 1406588/15112

15201-P04-PMZ-00007-Troncon7-Aer



Indice	Modifications	Date	Réalisé	Vérifié
0	Création du plan	16/09/2025	NGE INFRANET	NGE INFRANET
<i>Projection :</i>		<i>Echelle</i>	<i>Phase</i>	<i>Folio</i>
<i>Nom fichier :</i>		<i>1/25000</i>	<i>EXE</i>	<i>ENCARTAGE</i>

